DÉPARTEMENT
DU
VAL-DE-MARNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

VILLE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS

Discours de Monsieur le Maire

Mes très chers collègues,

Le 26 octobre dernier, un drame épouvantable s'est produit à Trappes et à La Verrière.

Un drame qui a bouleversé ces deux communes, mais qui a également touché l'ensemble de notre pays.

Cet attentat raciste visait, comme son auteur l'a lui-même confirmé, je cite : « à tuer des Noirs et des Arabes ». Il n'existe pas de mots suffisamment forts pour exprimer l'horreur et l'indignation que suscite un tel acte.

Mes premières pensées vont naturellement à la victime, Monsieur Pengo Bossio Wangi, âgé de 26 ans, à cette petite fille de 12 ans, criblée de huit balles, aux cinq autres personnes blessées, à leurs familles et à tous ceux dont la vie a été bouleversée à jamais.

Cet assassin a choisi ses victimes en raison de leur couleur de peau. Il a fait de la haine de l'autre une arme.

Et c'est précisément contre cette haine, contre cette violence, sous toutes ses formes, que nous devons collectivement nous élever. Car la violence, le racisme et la haine de l'autre n'ont pas leur place dans notre société. Elles sont contraires aux valeurs qui fondent notre contrat social et notre pacte républicain, dont ce Conseil est l'un des symboles.

Le racisme, l'antisémitisme, le rejet de l'autre, le fanatisme religieux ou la violence politique et idéologique doivent susciter la même condamnation. Aucune conviction, aucune idéologie, aucune revendication ne peut jamais justifier que l'on s'en prenne à la vie de son prochain.

Des centaines de victimes ont perdu la vie en raison de leur couleur de peau ou parce qu'elles étaient juives, musulmanes, chrétiennes parce qu'elles se trouvaient sur le chemin de ceux qui avaient fait de la haine et de la violence leur combat.

Et je souhaite ici interpeller le Président de la République pour lui rappeler une chose essentielle :

NON, Monsieur le Président, le 26 octobre n'a pas été le premier attentat raciste, motivé par la haine en France.

Car oui, la liste est longue. Très longue. Trop longue !

L’attentat contre la synagogue de la rue Copernic, en 1980, l'attentat de la rue des Rosiers, en 1982, les attentats commis par le GIA en 1995, les assassinats perpétrés par Mohamed Merah en 2012, les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, en janvier 2015, ceux du Bataclan et des terrasses parisiennes, en novembre 2015, celui de la promenade des Anglais, à Nice, en 2016.

Et tant d'autres noms, tant d'autres visages : le père Jacques Hamel, assassiné dans son église ; Sarah Halimi ; Arnaud Beltrame ; Samuel Paty ; Thomas Perotto, à Crépol ; Dominique Bernard ; Quentin Deranque …

Tous ces noms nous rappellent que la violence politique et la haine de l'autre ne sont jamais des faits isolés. Elles constituent une menace permanente pour notre cohésion nationale et pour notre démocratie. Condamnons, à ce titre, les propos qui légitimeraient la violence. Aucune violence n’est légitime !

La violence est toujours un renoncement, elle mène toujours à des drames.

Dans ces moments douloureux pour la Nation, unissons-nous.

Il ne faudrait se résoudre à la division parce qu’elle poursuit inexorablement l’objectif des terroristes. Oui, notre devoir est de rester dignes, unis et solidaires face à de telles tragédies.

Mais combien de marches blanches, combien de rassemblements, combien de minutes de silence faudra-t-il encore organiser ?

Combien de drames faudra-t-il encore traverser ? Combien de victimes faudra-t-il encore compter avant que nous prenions pleinement conscience de la nécessité de combattre toutes les formes de haine et de violence ?

Mes chers collègues,

Sur le fronton de notre belle Mairie, sont gravés ces trois mots qui doivent guider chacune de nos actions : Liberté, Égalité, Fraternité.

Ces mots ne sont pas de simples inscriptions sur une façade. Ils sont une promesse. Ils sont notre engagement. Ils sont notre responsabilité, et j’insiste sur le mot responsabilité.

Nous sommes les garants, à notre échelle, de l'union et de la Concorde.

Nous avons le devoir de rappeler que rien, absolument rien, ne peut justifier la violence contre un autre humain, nous devons condamner les violences dans toutes leurs formes, les légitimations du recours à la violence ou l’incitation à la violence.

Nous devons refuser les discours qui attisent les haines, les idéologies qui désignent des boucs émissaires, les paroles qui veulent dresser les hommes et les femmes contre les femmes et les hommes !

Refuser les discours et les actes qui s'attaquent à nos institutions comme à nos concitoyens.

Car lorsque le racisme et la haine deviennent une parole banalisée, lorsque la violence devient un moyen d'expression, lorsque l'intolérance devient un projet, c'est toute notre société qui est menacée. Alors, mes chers collègues, aujourd'hui, au-delà de nos sensibilités, de nos différences et de nos convictions, rassemblons-nous.

Rassemblons-nous pour condamner le racisme, la haine et toutes les formes de violence.

Rassemblons-nous pour honorer la mémoire de toutes ces femmes, de tous ces hommes et de tous ces enfants qui ont perdu la vie..

En mémoire de toutes ces victimes de la haine, en hommage à leurs familles et en signe de notre attachement indéfectible aux valeurs de la République, et à l'instar de l'Assemblée nationale et du Sénat, j'invite les élus et les personnes présentes dans le public à se lever pour observer un moment de recueillement contre le racisme, la haine et la violence.

Pierre-Michel DELECROIX